



Manifestation anti-raciste à Stockholm (Suède), le 20 septembre, suite à l'arrivée au parlement de députés d'extrême droite.

EUROPE

A DROITE, TOUTE !

Sur le Vieux continent, l'extrême droite remonte et la droite populiste se porte bien. L'une multiplie les succès électoraux, l'autre se radicalise sans complexe. Les raisons d'un tel virage.

Ambiance, ambiance, sur le Vieux continent. Avec un score de 5,7% aux dernières législatives, le 19 septembre, les Démocrates suédois – un parti d'extrême-droite – font une entrée tristement historique au parlement de Stockholm. Pays modèle de la

social-démocratie, la Suède n'a pas échappé au nouvel essor de mouvements populistes, xénophobes ou nationalistes chez plusieurs de ses voisins, notamment aux Pays-Bas (PPV), en Belgique (Parti Populaire) et en Hongrie (Jobbik). En Italie, le parti populiste et anti-immigrés de la Ligue du Nord

participe au gouvernement et est devenu le plus fidèle allié de Silvio Berlusconi. L'extrême-droite s'est aussi fait une place dans les hémicycles danois, autrichien, slovaque, letton et bulgare. Et s'est retrouvée globalement confortée par les élections européennes de juin 2009 – dépassant les 10% dans

sept Etats membres (Pays-Bas, Belgique, Danemark, Hongrie, Autriche, Bulgarie et Italie).

Nouvelle génération

Longtemps associés au fascisme des années 1930 et 40, une nouvelle génération de mouvements national-populistes européens a réussi à se

débarrasser de cet encombrant héritage pour gagner en légitimité démocratique, à travers des leaders issus de la droite libérale ou conservatrice comme Geert Wilders (Pays-Bas) et Jean-Marie Dedecker (Belgique). Nationalisme, xénophobie et anticapitalisme demeurent au cœur du projet

de cette extrême-droite nouvelle. Dans une Union Européenne libérale, vieillissante et multiculturelle, en pleine crise économique et financière, elle trouve largement de quoi se ressourcer.

Plusieurs pays européens sont entrés dans l'ère post-industrielle, qui s'accompagne du déli-

tement, de la destruction de sa classe ouvrière. Les flux migratoires ont conduit à une re-composition des sociétés, explique le politologue Pascal Perrineau, directeur du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) à Paris. En parallèle, l'intégration européenne et la mondialisation ont

réussi à casser la dynamique du Front National, mais là, avec la crise économique, il y a un risque de voir remonter sur sa droite ce mouvement renouvelé par l'arrivée à sa tête de Marine Le Pen", explique Pascal Perrineau, précisant qu'il existe un "pessimisme très franco-français quant à l'avenir social".

fait apparaître des instances supranationales comme le G8, le G20. Toute une partie de l'électorat populaire ressent une inquiétude dans laquelle puise le national-populisme. Enfin, on observe une fatigue, un désenchantement de la démocratie représentative". Cela étant, rappelle Pascal Perrineau, il ne s'agit pas d'un "raz de marée" : "Certains pays comme l'Espagne, l'Irlande, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne sont pas concernés".

Electoralisme

L'Allemagne est pourtant secouée par la polémique depuis la publication d'un livre xénophobe. Dans *L'Allemagne se meurt*, Thilo Sarrazin, membre du directoire de la Deutsche Bank (banque centrale), stigmatise vertement les communautés musulmanes, mais ouvre également le débat sur une question rendue taboue par le passé nazi. On est en tout cas loin de la Suisse, qui a obtenu par référendum (avec une majorité écrasante de 57,5%) l'interdiction des minarets en novembre 2009. Et plus loin encore de la France. Stigmatisation et expulsion des Roms, débat sur l'identité nationale et déchéance de la nationalité, loi interdisant la burqa, obsession de la sécurité : entre l'affaire Woerth-Bettencourt et la colère sociale contre la réforme des retraites, le président et son gouvernement sont partis en croisade électorale. "En 2007, Nicolas Sarkozy avait

**UN POLITOLOGUE :
"ON OBSERVE UNE
FATIGUE DE LA
DÉMOCRATIE
REPRÉSENTATIVE".**

L'islam bouc émissaire

Un tel populisme de droite verse dans la xénophobie par stratégie et non par idéologie. Mais à l'instar de l'extrême-droite - ce qui contribue à brouiller les frontières - on observe "une focalisation sur l'islam", décrypte Jean-Yves Camus, politologue et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). "Au moment où de nombreux musulmans européens ne sont plus des immigrés, mais possèdent la nationalité et sont en demande légitime de visibilité dans un paysage très laïcisé, il pèse sur l'islam le soupçon d'être incompatible avec la civilisation chrétienne européenne", poursuit le chercheur. Jean-Yves Camus fait en outre remarquer que "ce sont souvent des arguments progressistes, tels que le droit des femmes, la laïcité, qui sont utilisés pour dénoncer l'islam". L'extrême-droite préfère également se concentrer sur des éléments visibles (burqa, minarets...), favorisant l'amalgame au débat de fond.

"Monstre doux"

Sur le plan économique, en revanche, des différences fondamentales demeurent entre l'extrême-droite national-populiste du Front National français ou des Démocrates suédois, d'une part, et la droite populiste d'un Nicolas Sarkozy ou d'un Silvio Berlusconi, d'autre part. L'une est viscéralement protectionniste et anticapitaliste. L'autre est fortement libérale,

L'extrême droite parlementaire dans l'Union européenne

-  Pays de l'UE où l'extrême droite siège dans les Parlements nationaux
-  Pays membres de l'UE



attachée aux baisses d'impôts, à la dérégulation, à la décroissance de l'État Providence.

C'est la droite nouvelle, la droite sans complexe, la droite des riches, présentée par le linguiste Raffaele Simone dans

son ouvrage *Le Monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?* (Le Débat, 2010), paru l'an dernier en Italie. A l'heure où la gauche européenne est à court de propositions, dépassée, décrédibilisée, "la droite nouvelle

l'emporte parce qu'elle a compris notre époque consummatrice, individualiste, pressée et médiatique. Elle s'est associée aux chefs d'entreprise comme aux hommes des médias pour promouvoir une société de divertissement et de défense des intérêts de court terme, tout en promettant la sécurité et la lutte contre l'immigration (...) Sa classe de référence est en particulier une bourgeoisie petite et moyenne à laquelle elle promet un bonheur fluide autant que continu», expose Raffaele Simone dans une interview accordée au *Monde Magazine* du 11 septembre 2010. Un projet plus insidieux que celui des mouvements d'extrême-droite, mais non moins inquiétant pour l'idéal du "vivre ensemble" en Europe. ■

CERISE MARÉCHAUD

RACISME. Ces pays qui résistent encore

Espagne, Portugal, Allemagne, Royaume-Uni, Irlande, République tchèque, Estonie... Dans l'Union Européenne, il est des parlements sans aucun député d'extrême-droite. En Espagne, il n'existe pas de parti d'extrême-droite. Le souvenir de la dictature franquiste est encore proche, et la droite populaire a été fortement décrédibilisée sous José

Maria Aznar, dont le soutien à la guerre en Irak n'est pas sans lien avec les attentats de Madrid en 2004. En Angleterre, le British National Party n'a réuni que 1,9% des votes aux dernières législatives. Selon le journaliste Jon Henley, interviewé par *Le Nouvel Observateur*, "en Grande-Bretagne, l'immigration est considérée comme utile pour l'économie". Pas de poussée ex-

trémiste en Allemagne non plus, malgré les huit sièges de l'extrême-droite au parlement du Land de Saxe. "L'Allemagne a travaillé sur son passé et identifié le mécanisme du bouc émissaire que l'on va chercher dans les groupes marginaux et affaiblis, et que l'on stigmatise quand cela ne va pas bien", rappelle, dans *Le Nouvel Observateur*, Ulrich Fichtner, journaliste à *Der Spiegel*. ■